

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENATOR (Ex Huntsman P&A France)

1 Rue des Garennes
BP 89
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\VENATOR FRANCE (ex HUNTSMAN P&A FRANCE)_Calais_0007000922\2_Inspections\2024_06_04 réhabilitation
Code AIOT : 0007000922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement VENATOR (Ex Huntsman P&A France) implanté 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR (Ex Huntsman P&A France)
- 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais
- Code AIOT : 0007000922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société VENATOR France a notifié une cessation totale d'activité par courrier en date du 21/12/2017.

Un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relatif à la réhabilitation du site a été signé en date du 14/11/2023. Cet arrêté impose notamment le retrait des pollutions concentrées identifiées dans le plan de gestion.

L'objectif de l'inspection est de constater les travaux de réhabilitation en cours, le début des excavations ayant démarré le 14/05/2024.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	traitement des pollutions concentrées	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3	Sans objet
2	traitement des pollutions concentrées	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de retrait des pollutions concentrées sont en cours. L'ensemble des points identifiés ont été excavés et l'exploitant est en attente des derniers résultats des analyses de bord et fonds de fouille afin de valider l'atteinte des objectifs.

Les remarques de l'inspection faites lors de la visite ont été rapidement mises en œuvre par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : traitement des pollutions concentrées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les traitements nécessaires sur les sols pour respecter les objectifs minimums de dépollution suivants : Sources de pollution des sols : 1 - composés marqueurs de l'activité Les sols doivent faire l'objet d'un traitement jusqu'à une profondeur de 1,5 mètre par rapport au niveau du sol pour respecter l'objectif de dépollution suivant : - Sulfates : < 150 000 mg/kg MS, Le traitement des sols est prolongé jusqu'à deux mètres par rapport au niveau du sol si : - les résultats des analyses de fond de fouille à 1,5 mètre confirment la présence de sulfates à une concentration supérieure ou égale à 150 000 mg/kg MS; - les résultats des analyses des études antérieures susvisées mentionnent la présence de sulfates entre 1,5 et 2 mètres à une concentration supérieure ou égale à 150 000 mg/kg MS ;

Les sols doivent faire l'objet d'un traitement jusqu'à une profondeur d'un mètre par rapport au niveau du sol pour respecter les objectifs de dépollution suivants :

- Chrome : ≤ 110 mg/kg MS (hors zones API 25 et API 39 rendues imperméables conformément au point 3.5 du présent article).
- Manganèse : $\leq 2\,600$ mg/kg MS
- Vanadium : $\leq 2\,200$ mg/kg MS
- Mercure : ≤ 15 mg/kgMS

2 - autres composés :

Traitement des impacts ponctuels en arsenic et plomb jusqu'à une profondeur d'un mètre par rapport au niveau du sol :

Arsenic : retrait des points API 23-1 et API 38-11 pour un objectif de réhabilitation fixé à 25 mg/kg MS ;

Plomb : retrait des points API 23-1, API 24-4 et API 33-31 pour un objectif de réhabilitation fixé à 150 mg/kg MS ;

Sols présentant des anomalies radiologiques :

En application du principe d'optimisation, les sols des points S11, API 19-20 et GSD présentant un marquage radiologique sont excavés jusqu'à revenir au bruit de fond radiologique.

Constats :

--- A la date de l'inspection l'exploitant a procédé à l'excavation des pollutions concentrées identifiées dans le plan de gestion. L'inspection s'est déplacée au niveau de chaque point identifié :

- zone Ouest : ZNS 1, API23-1, API 24-4 et API 38-11.

-zone Est : API 31-3, API 33-3, API 33-17, API 33-24, API 33-25, API 33-31, API 34-7, API 34-9, API 34-10 et API 34-11.

- trois points identifiés comme présentant des anomalies radiologiques : GSD, API 19-20 et S11.

Les fosses sont balisées avec du ruban de signalisation pour les pollutions concentrées et des grilles de chantier pour les zones présentant des anomalies radiologiques.

--- Au point 38-11 (zone Ouest exploitée), l'exploitant a indiqué que la profondeur d'excavation prévue dans l'arrêté préfectoral n'avait pu être atteinte en raison de la présence de béton, ferrailles et longrines témoignant d'anciennes fondations à faible profondeur et l'absence de terres encore à excaver. Seul un retrait des terres superficielles avait donc été possible. Néanmoins, l'exploitant précise que seule une pollution en surface avait été identifiée dans le plan de gestion.

L'inspection constate que l'API 38-11 présente en effet des gravats multiples, des blocs de béton ferrailé, des longrines rendant très difficile la poursuite de l'excavation.

La consultation du plan de gestion et des résultats des investigations montre un prélèvement et une pollution identifiée à 20 centimètre de profondeur. Cette profondeur semble atteinte. L'inspection estime qu'il y a lieu de procéder au retrait des gravats encore présents au fond de la fosse sans chercher à retirer le béton encore en place afin de mieux visualiser le fond de l'excavation. Au vu des résultats des analyses qui pourront être faites sur cette fosse, de procéder à son bouchage conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral du 14/11/2023.

<p>--- Les zones concernées par les sulfates avaient déjà subi une opération de remblaiement lors de la démolition des bâtiments avec apport de concassés (issus du concassage et criblage des bétons du site lors des travaux de démolition), mise en place d'un géotextile et d'une géomembrane puis un nouvel apport de concassés.</p> <p>Le retrait de la pollution aux sulfates a donc nécessité le retrait des matériaux concassés, du géotextile et de la géomembrane. Ces concassés, ne présentant pas de pollution, sont stockés sur site à l'extérieur. Les matériaux seront utilisés pour le rebouchage après contrôle de leur qualité comme prévu par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/11/2023.</p> <p>L'accès aux terres polluées aux sulfates a nécessité la réalisation de talus, les excavations étant plus profondes (pouvant aller jusqu'à deux mètres). La création de talus a nécessité le retrait de terres dites de "talutage" stockées sur site à l'extérieur et bâchées. Elles seront utilisées pour le rebouchage après contrôle de leur qualité comme prévu par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/11/2023.</p> <p>--- A ce stade toutes les excavations ont été réalisées mais l'exploitant ne dispose que d'une partie des résultats des analyses de fond et bord de fouille. Il n'est donc pas possible de valider l'atteinte des objectifs, validation permettant de pouvoir commencer les travaux de remblaiement.</p> <p>--- Aucune terre rapportée n'est présente sur site.</p> <p>Les travaux se déroulent dans les délais prévus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : traitement des pollutions concentrées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de stockage temporaire avant évacuation, les matériaux excavés sont installés sur une surface étanche du site. L'exploitant prend toute mesure permettant d'éviter tout transfert de pollution depuis le stockage vers les sols ou les eaux de nappe ainsi que durant le transfert entre la zone d'excavation et le stockage. Les eaux de lixiviation des terres polluées et les eaux pluviales ruisselant sur les stockages sont collectées/traitées sur site ou font l'objet d'une caractérisation avant traitement dans une filière adaptée. Les terres excavées présentant une nature de polluant différente ne peuvent être mélangées entre elles. Les terres issues de chacune des zones traitées font l'objet d'un suivi particulier permettant d'assurer leur traçabilité. Le mélange de terres à fin de diluer la pollution est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux excavés sont stockés dans le hangar Mg SO4 "sels et magnolites" situé au nord du site. La surface de stockage est étanche. Les matériaux sont ainsi à l'abri des eaux de pluie. Lors de l'inspection, le sol présentait une légère humidité à proximité immédiate de certains stockages. Il n'y a pas de ruissellement observé depuis les tas.</p> <p>Chaque matériau excavé constitue un tas isolé des autres.</p>

L'inspection note cependant :

- l'absence d'identification des tas. L'exploitant dispose néanmoins d'un plan de localisation fait à la main remis le jour de l'inspection. L'inspection a souhaité qu'une identification soit mise en place. Par courriel en date du 07/06/2024, l'exploitant a transmis les photos attestant de cette mise en place y compris le symbole de radioactivité le cas échéant.
- la présence au sol à proximité des stockages de sulfates de grilles d'aération d'une galerie présente sous le hangar. Quelques dizaines de kilogrammes de terres polluées sont tombées via une grille d'aération dans la galerie. Depuis la visite, l'exploitant a procédé à la mise en place de plaques de protection sur les grilles et au retrait des terres présentes dans la galerie.
- un contrôle de radioactivité à quelques centimètres de la surface des tas concernés a également eu lieu à la demande de l'inspection. La valeur maximale mesurée a été de 0.18 microSv/h correspondant à un marquage radiologique faible.
- au point API 24-4, les matériaux excavés **sont stockés à proximité de la fouille et n'ont pas été placés dans le hangar Mg SO4**. L'exploitant indique que ces terres ont été excavées récemment le 30 mai 2024 avec difficulté (présence de béton). Par courriel du 07/06/2024, l'exploitant a indiqué que suite à la visite d'inspection ces terres ont été directement éliminées le 04/06/2024. **Les résultats des analyses sur ces terres excavées et le BSD seront transmis à l'inspection.**

Type de suites proposées : Sans suite